

Observatoire statistique transfrontalier

L'Espace transfrontalier genevois
poursuit sa croissance

Synthèse 2013



Ain - Haute-Savoie



Genève - Vaud

Sommaire

Avant-propos

2 | 3

Territoires observés

4 | 5

Population

6 | 7

Démographie

6 | 7

Conditions de vie

9 | 8

Marché du travail

10 | 11

Emploi

10 | 11

Frontaliers et transfrontaliers

10 | 11

Chômage

12 | 13

Logement

14 | 15

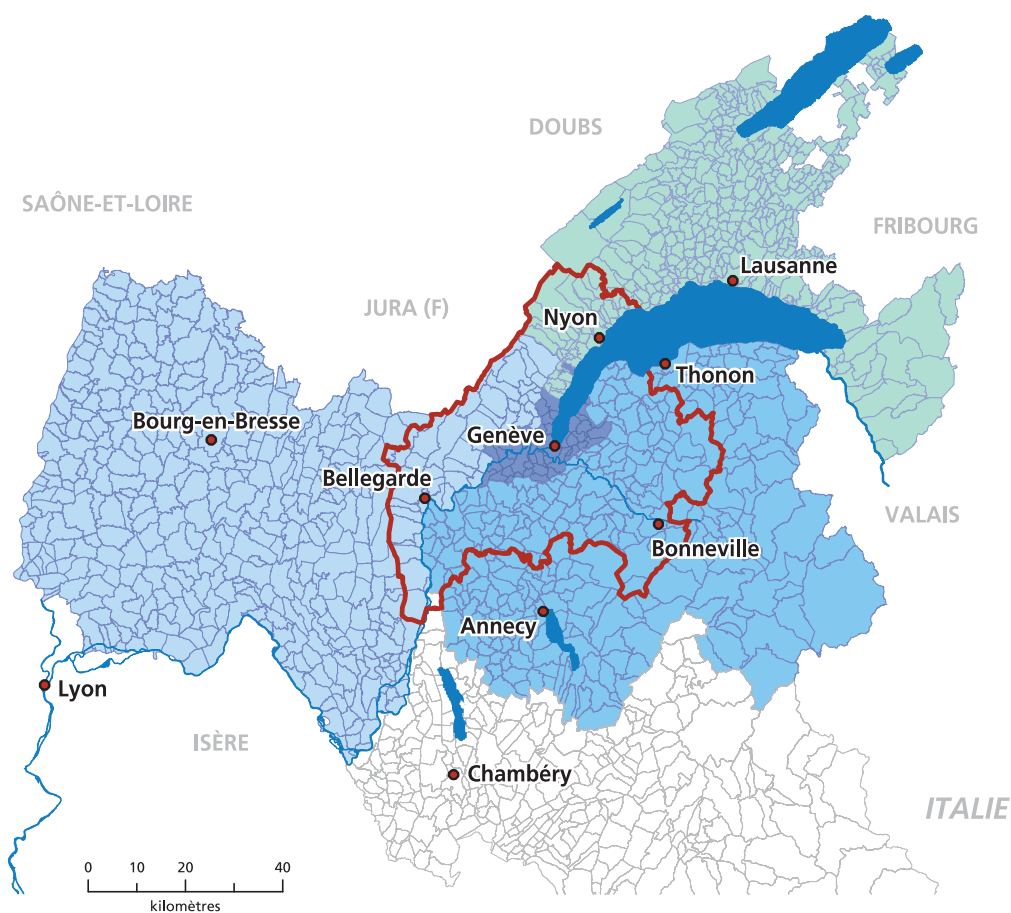
Chiffres clés

18 | 19

Chiffres arrêtés au 31 août 2013

Territoire franco-valdo-genevois

- Canton de Genève
- Canton de Vaud
- Département de l'Ain
- Département de la Haute-Savoie
- Espace transfrontalier genevois
(zone d'étude de l'Observatoire statistique transfrontalier)



Avant-propos

Alors que l'Espace transfrontalier genevois montrait des signaux francs de reprise en 2011, il est touché en 2012, de manière marginale, par la conjoncture économique européenne maussade.

Côté population, les derniers chiffres disponibles montrent que le dynamisme démographique de l'Espace transfrontalier se maintient. Depuis 1999, la croissance annuelle de la population est en moyenne de + 1,6 %, bien au-dessus de celle mesurée au cours de la même période dans la région Rhône-Alpes (+ 0,9 %) ou en Suisse (+ 0,8 %). La population de l'Espace transfrontalier atteint, au 1^{er} janvier 2010, 914 300 habitants. D'après les derniers chiffres disponibles pour l'ensemble du Territoire, la croissance démographique continue à un rythme semblable jusqu'en 2012.

Pour répondre à cette augmentation, les mises en chantier de logements neufs restent à un niveau élevé en 2012, même si la partie française de l'Espace transfrontalier enregistre une baisse marquée des constructions par rapport à l'année 2011. En revanche, dans le canton de Genève, le nombre de mises en chantier en 2012 augmente pour la quatrième année consécutive et atteint 1 900 nouveaux logements.

En 2011, la reprise de l'emploi amorcée en 2010 se confirme dans le Territoire franco-valdo-genevois (+ 1,6 % en un an). La croissance s'accélère dans la partie suisse du territoire (+ 2,2 % dans le canton de Genève et dans le canton de Vaud), tandis qu'elle ralentit légèrement en Haute-Savoie (+ 1,2 %), voire s'essouffle dans l'Ain (+ 0,2 %). La croissance de l'emploi continue côté suisse en 2012, mais à un rythme moins élevé, tandis que, du côté français, elle semble se retourner en fin d'année. D'après les dernières données disponibles, les perspectives en France sont plutôt pessimistes pour 2013, et la croissance de l'emploi se maintient à Genève.

Le taux de chômage du Genevois français progresse en 2012 et s'établit à 7,8 % en fin d'année, en progression de + 0,8 point en un an. Il est cependant bien plus bas que le taux de chômage en France métropolitaine (10,4 %). Dans le canton de Genève, le taux de chômage baisse en 2012 et se fixe à 5,2 % en fin d'année.

L'augmentation constante du nombre de frontaliers étrangers actifs à Genève est un indicateur indéniable de l'attrait économique du canton. En 2012, les frontaliers étrangers actifs sont plus de 65 000, soit deux fois plus qu'il y a 10 ans.

On le constate à travers ces chiffres, l'Espace transfrontalier genevois continue à bien se porter, même si son marché du travail subit les influences d'une croissance économique française et européenne restée en berne en 2012.

Territoires observés

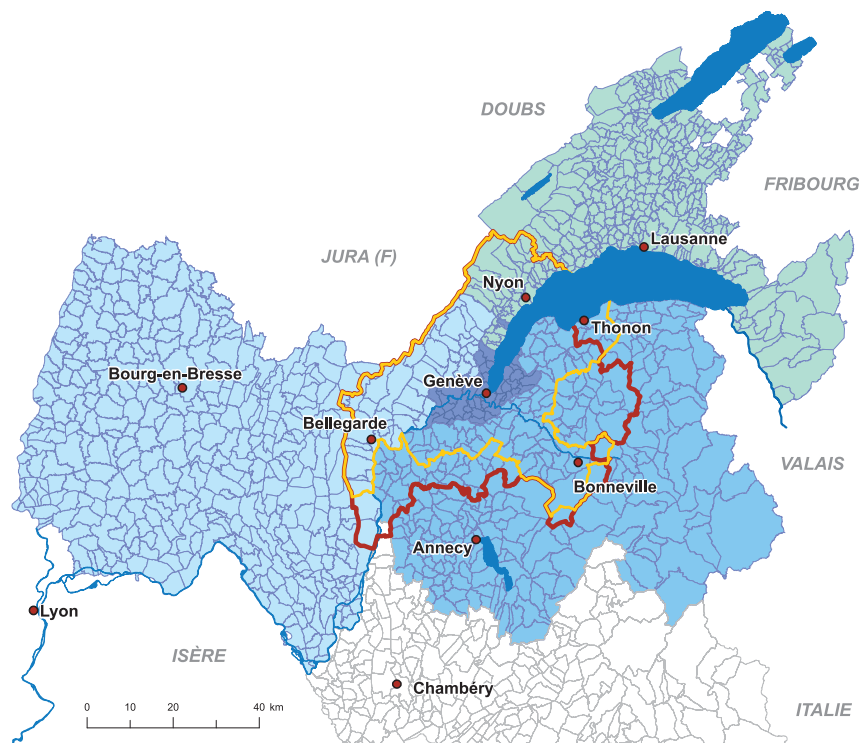
L'OST s'attache à décrire la région transfrontalière selon deux périmètres. Le plus restreint, l'« Espace transfrontalier genevois », inclut, côté Suisse, le canton de Genève et le district de Nyon et, côté France, la zone d'emploi du Genevois français. Il s'insère dans un ensemble institutionnel de référence, constitué des cantons de Genève et de Vaud et des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie, nommé le « Territoire franco-valdo-genevois ».

La zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent. Les déplacements domicile-travail appréhendés de commune à commune constituent la donnée de base pour la détermination de ce zonage. Pour le Genevois français, les flux vers la Suisse ont été pris en compte. Ce découpage du territoire est particulièrement adapté aux études locales sur l'emploi et le tissu productif.

Espace transfrontalier genevois et «Grand Genève»

Territoire franco-valdo-genevois

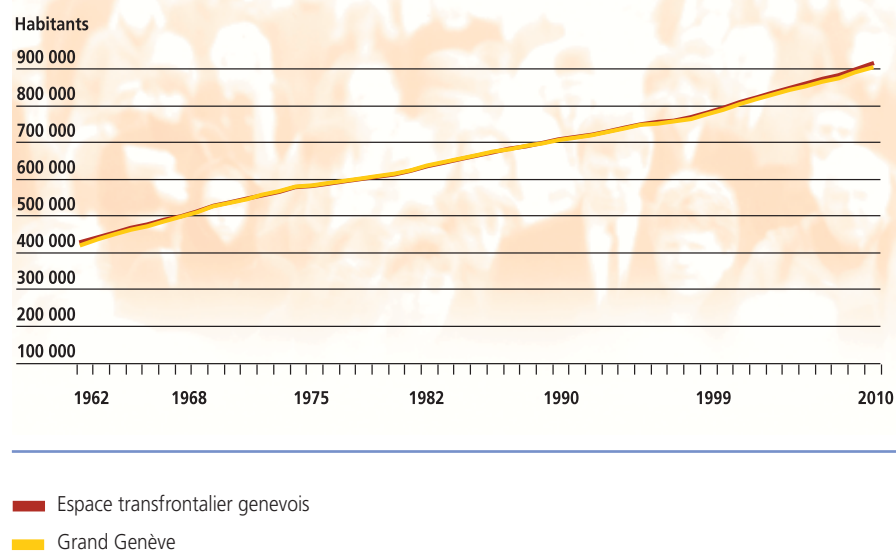
-  Canton de Genève
-  Canton de Vaud
-  Département de l'Ain
-  Département de la Haute-Savoie
-  « Grand Genève »
(projet d'agglomération, juin 2012)
-  Espace transfrontalier genevois



Source : OST, Projet d'agglomération « Grand Genève »

Depuis 2012, le Projet d'agglomération franco-valdo-genevois se nomme « Grand Genève ». Les communes incluses dans le « Grand Genève » se trouvent toutes dans le Territoire franco-valdo-genevois défini par l'OST. L'Espace transfrontalier genevois contient quant à lui la quasi-totalité des communes du Grand Genève, à l'exception de sept communes se situant autour de la ville de Thonon-les-Bains (Allinges, Anthy-sur-Léman, Armoir, Lyaud, Margencel, Orcier, Thonon-les-Bains) et d'une commune de la Vallée de l'Arve (Marignier). Les chiffres spécifiques au périmètre du Grand Genève sont présentés systématiquement, en fonction de leur disponibilité.

G 01 - Evolution de la population dans l'Espace transfrontalier genevois et le « Grand Genève », depuis 1962



Démographie

Population

Le dynamisme démographique du Territoire franco-valdo-genevois se poursuit

Au 1^{er} janvier 2012, le Territoire franco-valdo-genevois, constitué du canton de Genève, du canton de Vaud et des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie, compte 2 547 800 habitants. La population a augmenté de 1,3 % par an en moyenne depuis 2006, un rythme proche de celui de la période 1999 à 2006 (+ 1,2 %). Entre 2006 et 2012, les quatre territoires contribuent de façon différente à cet essor démographique. Le canton de Vaud est particulièrement dynamique avec une évolution annuelle moyenne de la population de + 1,7 %. Cette progression est plus importante que celle de la période précédente (1999-2006 ; + 1,0 % par an). A l'inverse, dans le canton de Genève le rythme ralentit : + 1,0 % par an, contre + 1,3 % lors de la période précédente. Les évolutions dans l'Ain et la Haute-Savoie sont très proches (respectivement + 1,2 % et + 1,3 %), un accroissement de la population proche de celui enregistré entre 1999 et 2006 (+ 1,3 % et + 1,4 %).

Le Territoire franco-valdo-genevois gagne des habitants grâce à la conjugaison d'un excédent des naissances sur les décès (solde naturel) et d'un nombre d'arrivées plus important que celui des départs (solde migratoire). Entre 2006 et 2012, la croissance démographique des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie est alimentée presque autant par leurs soldes naturels (+ 0,5 % et + 0,7 %) que par les soldes migratoires (+ 0,7 % et + 0,6 %). La situation est semblable dans le canton de Genève, avec un solde migratoire de + 0,6 % et un solde naturel de + 0,4 %. Dans le canton de Vaud, les apports migratoires jouent un rôle plus important : ils expliquent près de 80 % de la croissance démographique (solde migratoire : + 1,3 %, solde naturel + 0,4 %).

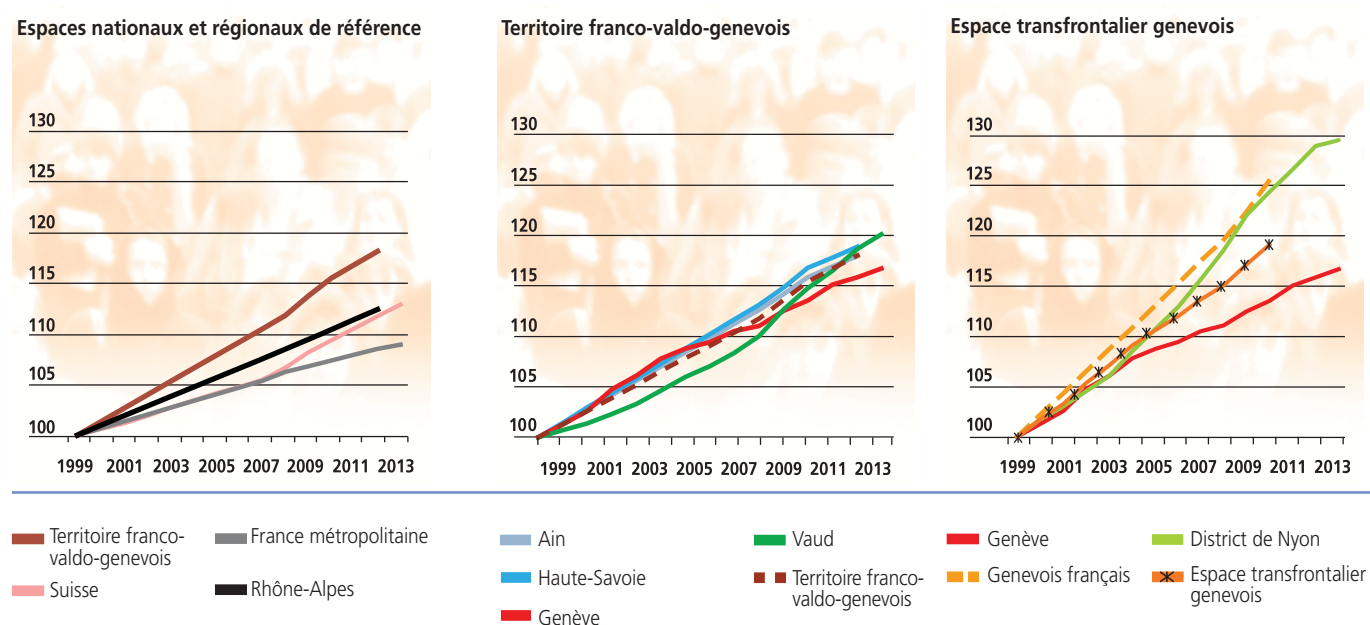
La croissance démographique encore plus forte dans l'Espace transfrontalier genevois

Au 1^{er} janvier 2010, l'Espace transfrontalier genevois, composé de la zone d'emploi du Genevois français, du canton de Genève et du district de Nyon, compte 914 300 habitants. Depuis 1999, l'augmentation annuelle de la population est de + 1,6 %.

Cette progression est plus soutenue que celles mesurées à l'échelon de la région Rhône-Alpes (+ 0,9 %), de la France métropolitaine (+ 0,6 %) et de la Suisse (+ 0,8 %). Le taux de croissance annuel est particulièrement élevé pour le Genevois français (+ 2,1 %) ainsi que pour le district de Nyon (+ 2,0 %). La croissance démographique est plus mesurée dans le canton de Genève (+ 1,2 %), probablement du fait des difficultés croissantes pour s'y loger. La progression de la population est, en moyenne, de 13 300 habitants supplémentaires chaque année. Le Genevois français contribue à la moitié de cette croissance, Genève pour presque quatre dixièmes et le district de Nyon pour un peu plus d'un dixième.

Le projet d'agglomération du Grand Genève, dont le périmètre est légèrement plus restreint que celui de l'Espace transfrontalier, compte, au 1^{er} janvier 2010, 904 400 habitants. Le rythme de progression démographique est identique à celui de l'Espace transfrontalier genevois. De manière générale, malgré un périmètre différent de celui de l'Espace, les deux territoires ont des comportements qui se confondent.

G 02 - Evolution de la population en France et en Suisse (janvier 1999 = 100)



Les migrations résidentielles de Genève vers les communes périphériques ne faiblissent pas

En 2012, comme depuis plusieurs années, environ 4 000 ex-résidents genevois se sont installés à la périphérie du canton de Genève ; ces résultats restent partiels, tous les émigrés ne déclarant pas le lieu de leur destination. Le district de Nyon constitue la destination de 1 400 d'entre eux, la Haute-Savoie 1 600 et l'Ain 900.

Le canton de Genève est le plus cosmopolite

En 2010, la part des personnes de nationalité étrangère dans la population est nettement plus importante du côté suisse de l'Espace transfrontalier. Etant donné les différences dans les procédures d'acquisition de la nationalité suisse ou française, les comparaisons doivent cependant rester prudentes.

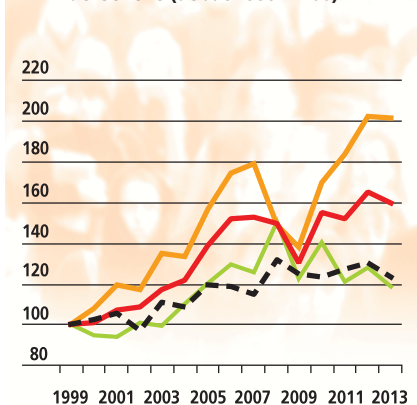
Dans le canton de Genève, les étrangers représentent 39,1 % de la population totale et, dans le district de Nyon, 31,3 %. Ces proportions d'étrangers sont supérieures à celles des autres cantons de la Confédération helvétique. Les Portugais forment la première communauté étrangère côté Suisse. Ils représentent 18,6% des étrangers, devant les Français (13,5 %) et les Italiens (11,3 %).

Dans le Genevois français, la part d'étrangers est nettement moins élevée (14,8 %). Pour autant, elle est plus importante, certainement du fait de l'influence de Genève, que dans les zones d'emploi voisines : Annecy (5,6 %), Vallée de l'Arve (11,8 %), Chablais (7,1 %) et Mont-Blanc (9,1 %). Un étranger sur trois du Genevois français est de nationalité suisse. Viennent ensuite les Italiens, qui représentent 7,8% des étrangers, les Britanniques (7,1 %) et les Portugais (6,7 %).

Le niveau de formation des habitants du canton de Genève est plus élevé

Le caractère métropolitain de Genève se traduit par la présence de nombreux établissements d'enseignement supérieur, de sièges d'entreprise et de grands organismes internationaux. Ceci induit une répartition inégale du niveau de formation dans la population de l'Espace transfrontalier genevois. Dans le canton de Genève, les diplômés de l'enseignement supérieur représentent 33,6 % des personnes de 15 ans ou plus (part qui pourrait être plus importante si les fonctionnaires internationaux, pour lesquels cette donnée n'est pas disponible côté Suisse, étaient inclus). Dans le Genevois français, 28,3 % des résidents ont

G 03 - Destination des émigrés du canton de Genève (début 1999 = 100)



■ Total des émigrés ■ District de Nyon
■ France voisine ■ Ensemble de la périphérie genevoise

un niveau de formation supérieur au Bac. Cette part est comparable à celle de la zone d'emploi d'Annecy, mais plus importante que pour les zones plus éloignées de grands pôles urbains comme la Vallée de l'Arve (18,3 %) ou le Chablais (23,8 %). A l'inverse, la part des personnes avec un niveau de formation niveau Bac ou un diplôme de l'enseignement professionnel est plus importante pour le Genevois français (40,8 %) que pour le canton de Genève (33,5 %).

Le nombre d'allocataires d'aide sociale progresse de part et d'autre de la frontière

En 2011, le Genevois français enregistre une nouvelle progression du nombre d'allocataires de la Caf avec un bas revenu (+ 2,6 %), soit 11 800 bénéficiaires. Cette hausse est légèrement plus importante que celle du nombre total d'allocataires Caf (+2,0 %), ce qui traduit une accentuation des difficultés financières pour un plus grand nombre de bénéficiaires. Ils représentent 27,7% de l'ensemble des allocataires, une part comparable à celles des zones d'emploi voisines de la Vallée de l'Arve et du Chablais, mais supérieure d'environ quatre points à celles d'Annecy ou du Mont-Blanc.

Dans le canton de Genève, le taux d'aide sociale au sens large augmente légèrement, passant de 12,4 % en 2010 à 12,8 % en 2011, ce qui représente 58 300 bénéficiaires. Cet indicateur, calculé par l'Office fédéral de la statistique, porte sur la part des habitants du canton de Genève qui ont bénéficié d'au moins une des prestations sociales sous condition de ressources suivantes : allocation de logement, prestations cantonales complémentaires à l'AVS et l'AI (assurance-invalidité), revenu minimum cantonal d'aide sociale (RMCAS), avance de pensions alimentaires et aide sociale au sens strict (octroyée par l'Hospice général).

Conditions de vie

-
- AVS: L'assurance-vieillesse et survivants est le principal pilier de la prévoyance sociale suisse. Elle vise à compenser, du moins partiellement, la diminution ou la perte du revenu du travail dues à l'âge et au décès.
- Caf: Caisse d'allocations familiales (« branche Famille » de la Sécurité sociale en France).

Marché du travail

Emploi

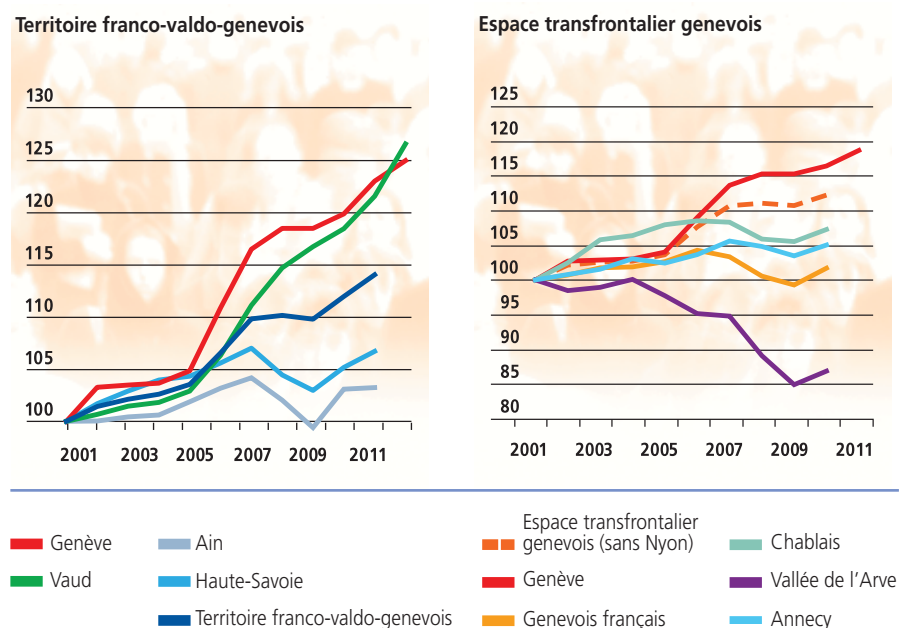
Le nombre d'emplois continue à augmenter dans le Territoire franco-valdo-genevois en 2011

Entre 2010 et 2011, la France métropolitaine continue de créer des emplois (+ 0,3 %), à un rythme toutefois plus faible qu'entre 2009 et 2010 (+ 0,5 %). Cette progression ne lui permet toujours pas de retrouver son niveau d'emploi de 2007. Le ralentissement de la croissance de l'emploi en 2011 est également observable en Suisse : + 0,5 %, alors que l'emploi a crû de + 1,1 % en 2010. Ce repli ne continue pas en 2012, puisque l'emploi augmente de + 1,7 %.

En 2011, le nombre d'emplois dans le Territoire franco-valdo-genevois a crû de + 1,6 %, soit plus de 17 000 emplois supplémentaires ; ce taux confirme la reprise annoncée en 2010 (+ 1,7 %), après deux années d'après crise délicates.

Les taux de croissance les plus importants en 2011 concernent les cantons de Genève et de Vaud (+ 2,2 %). Dans la partie française du Territoire, après seulement une année de forte reprise, les créations d'emplois s'essouffent. Le département de l'Ain est particulièrement concerné, avec une stagnation de l'emploi (+ 0,1 %). La Haute-Savoie enregistre une progression importante (+ 1,2 %), bien qu'en retrait par rapport à l'an dernier.

G 04 - Evolution de l'emploi (fin 2001 = 100)



Une nouvelle dégradation en perspective pour la France

En 2012, pour la France, l'embellie du marché du travail enregistrée en 2011 s'interrompt. Les derniers indicateurs disponibles pour le premier trimestre 2013, qui ne concernent pour la France que l'emploi salarié privé, font apparaître la poursuite des destructions d'emplois amorcées au deuxième trimestre 2012. La région Rhône-Alpes s'inscrit dans ce mouvement dès le 4^e trimestre 2012. La situation de l'intérim, en fort recul sur l'année 2012, informe sur des perspectives de dégradation de l'emploi pour l'année 2013. En revanche, dans le canton de Genève, l'emploi progresse en 2012 de + 1,3 % et, dans le canton de Vaud, de + 3,5 %. Pour le canton de Genève, cette croissance continue au 1^{er} semestre 2013.

Reprise de l'emploi dans Genevois français

En 2010, après trois années de repli, la zone d'emploi du Genevois français enregistre de nouveau une progression de l'emploi (+ 2,4 %). Une reprise qui concerne aussi les zones d'emploi limitrophes. Elle est essentiellement le fait de l'augmentation du nombre d'emplois du secteur tertiaire marchand. La baisse des effectifs dans l'industrie ralentit.

Le nombre de frontaliers étrangers actifs à Genève continue sa progression

A la fin 2012, le nombre de frontaliers étrangers actifs dans le canton de Genève atteint 65 150, pratiquement le double de l'effectif de fin 2002 (32 900). Ces dix dernières années, le taux de croissance annuel moyen des frontaliers étrangers actifs s'établit à + 7,1 % par an.

En 2009, le recensement français dénombre 78 000 actifs transfrontaliers travaillant dans le canton de Genève. La majorité d'entre eux réside en Haute-Savoie (71 %) ou dans l'Ain (25 %). Les actifs transfrontaliers étaient 35 000 en 1999 ; la croissance annuelle moyenne de leur effectif a été de 8,4 % entre 1999 et 2009.

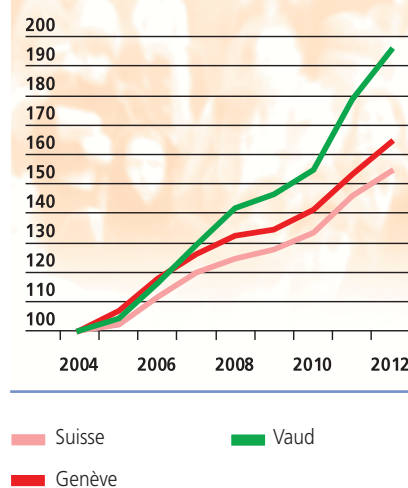
En croisant différentes sources statistiques, 16 500 Suisses (y compris les binationaux) résident en France et travaillent à Genève au début de l'année 2009.

Un bon tiers des 299 000 personnes travaillant à Genève résident au dehors du canton

En 2010, le nombre de navetteurs venant travailler à Genève depuis un autre canton suisse est de 27 400 (hors fonctionnaires internationaux). La majorité d'entre eux (22 800, soit 83 % des navetteurs) viennent du canton de Vaud et, en particulier, du district de Nyon (13 300, soit 49 %).

Frontaliers

G 05 - Evolution du nombre de frontaliers étrangers en activité en Suisse (fin 2004 = 100)



Chômage

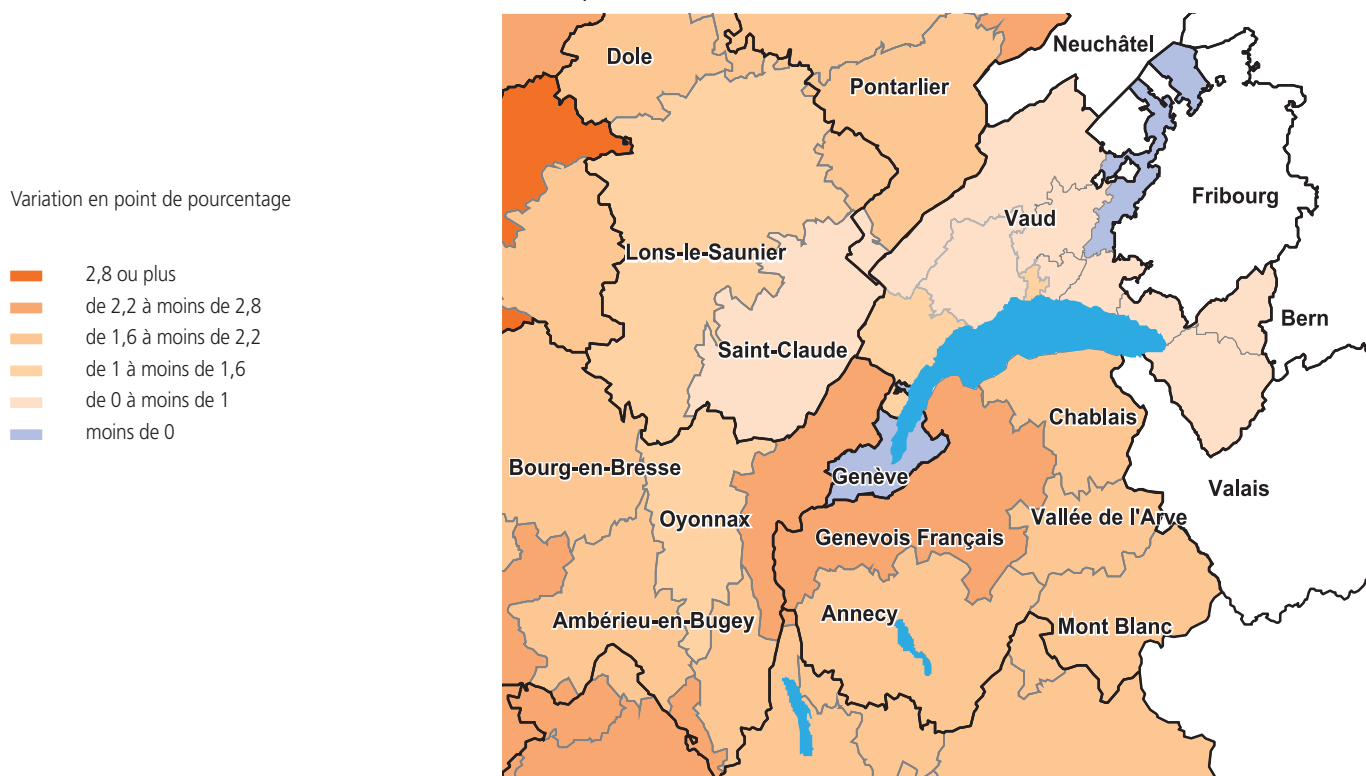
Au final, en 2010, on peut estimer que 299 000 personnes exercent une activité professionnelle à Genève. Parmi celles-ci, 27 % (soit 80 000) résident en France et 10 % dans un autre canton suisse. S'il s'agit-là d'estimations obtenues par extrapolation et combinant des sources d'information de natures diverses, les ordres de grandeur peuvent être considérés comme solides.

Le chômage progresse de nouveau

A l'échelon national, au 1^{er} trimestre 2013, le taux de chômage au sens du BIT en Suisse est de 4,6 %, alors qu'il est de 10,4 % pour la France métropolitaine. Cette forte différence du niveau de chômage entre les deux pays est cependant moins marquée entre les deux parties de l'Espace transfrontalier genevois.

Au 4^e trimestre de 2012¹, le taux de chômage du Genevois français s'oriente clairement à la hausse et s'établit à 7,9 % (+ 0,8 point par rapport au même trimestre de l'année 2011). Il est proche de celui enregistré au plus fort de la crise fin 2009. Les zones d'emploi voisines enregistrent, elles aussi, une progression soutenue du chômage.

C 01 - Evolution du taux de chômage entre fin 2008 et fin 2012 par zone d'emploi (France) et par canton ou district (Suisse)



Source : Observatoire statistique transfrontalier

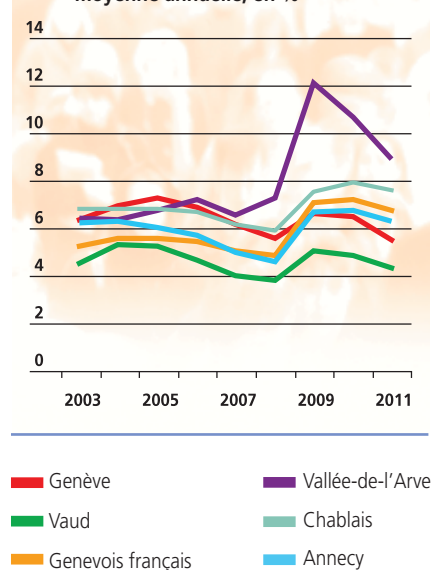
Le taux de chômage progresse dans le canton de Vaud, passant de 4,4 % au dernier trimestre 2011 à 4,8 % au même trimestre de 2012. A l'inverse, pour le canton de Genève, la baisse se poursuit avec un taux de chômage relativement faible : 5,2 % (5,3 % au dernier trimestre 2011). En Suisse, les taux de chômage cantonaux, pour lesquels seuls les chômeurs inscrits sont pris en compte, se fondent sur une définition différente de celle des taux de chômage français. Ceci rend les comparaisons entre la France et la Suisse délicates.

Le territoire dans son ensemble résiste mieux que d'autres à la progression continue depuis deux ans du chômage en France. Néanmoins, la France est à nouveau entrée en récession au 1^{er} trimestre 2013 et les dernières prévisions ne permettent pas d'envisager une inversion de tendance d'ici la fin de cette année. Le nombre de demandeurs d'emploi dans le Territoire devrait ainsi continuer à augmenter, malgré l'amortisseur bénéfique du marché du travail transfrontalier.

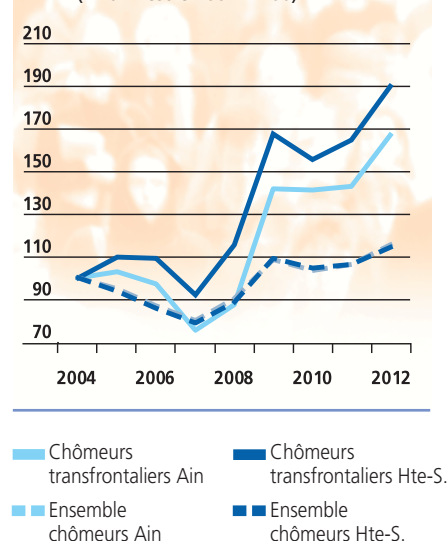
Le nombre de chômeurs transfrontaliers n'a jamais été aussi élevé

Au quatrième trimestre 2012, 7 200 chômeurs résidant dans les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie occupaient auparavant un emploi en Suisse. Les chômeurs transfrontaliers représentent 18,5 % de l'ensemble des chômeurs inscrits à Pôle emploi de la Haute-Savoie et 6,7 % de l'Ain. Leur nombre progresse fortement en 2012 (+ 1 000 personnes en une année), ce qui correspond à une hausse de + 17,2 % pour le département de l'Ain et de + 15,4 % en Haute-Savoie. Cette augmentation est nettement plus importante que celle de l'ensemble des chômeurs indemnisés pour ces deux départements (respectivement + 9,0 % et + 7,5 %). Parmi les chômeurs transfrontaliers, les cadres sont particulièrement concernés par la hausse actuelle (+ 28,7 %), alors que leur augmentation dans l'ensemble des chômeurs est de + 5,5 %. Les chômeurs transfrontaliers étant généralement plus qualifiés, leurs conditions d'indemnisation sont plus favorables : leur taux journalier moyen est deux fois plus important que pour les chômeurs dont le dernier emploi se situait en France.

G 06 - Taux de chômage, moyenne annuelle, en %



G 07 - Evolution du nombre de chômeurs transfrontaliers indemnisés (4^e trimestre 2004 = 100)



¹ Les mises à disposition des taux de chômage au niveau des zones d'emploi sont en décalage avec le niveau national.

Logement

Un habitat particulièrement dense à Genève

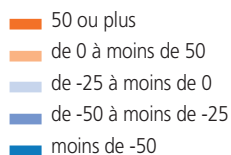
En 2010, l'Espace transfrontalier genevois compte 446 000 logements : 188 000 côté français, 218 000 dans le canton de Genève et 40 000 dans le district de Nyon. La densité de logements la plus élevée se trouve dans le canton de Genève, avec 890 logements au km². Dans la partie Ain du Genevois français, elle s'établit à 70 logements au km², contre 110 logements au km² dans la partie haut-savoyarde.

Des mises en chantier de logements neufs en diminution du côté français et toujours en progression pour le canton de Genève.

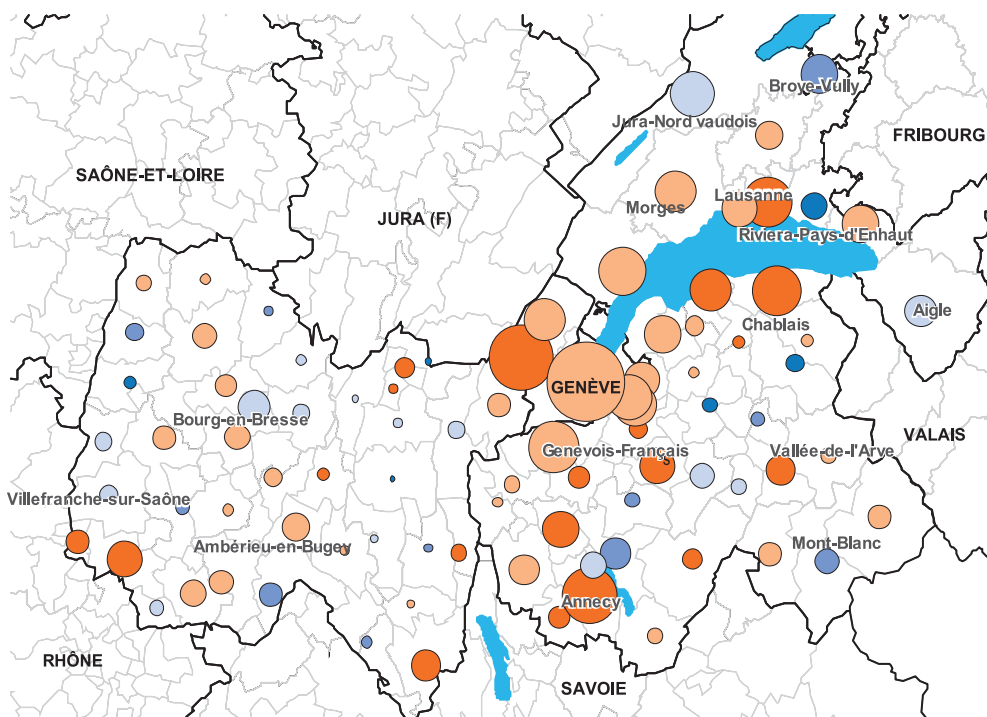
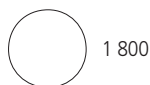
En 2012, l'Espace transfrontalier genevois (hors district de Nyon - données non disponibles) enregistre une diminution marquée du nombre de mises en

C 02 - Construction de logements par canton (France) et canton ou district (Suisse)

Variation annuelle 2010-2011
du nombre de logements commencés,
en %



Nombre de logements commencés,
en 2011



Source : Observatoire statistique transfrontalier

chantier de logements, avec 6 300 unités contre 7 300 en 2011. Après une année 2011 de forte croissance, la construction résidentielle marque de nouveau le pas, bien que le niveau des mises en chantier reste important, comparable à celui d'avant la crise économique. Le repli concerne uniquement la partie française de l'Espace transfrontalier, et s'inscrit dans la tendance de l'ensemble de la région Rhône-Alpes. La baisse affecte tout particulièrement le département de la Haute-Savoie (- 25,3 %) et, dans une moindre mesure, celui de l'Ain (- 10,7 %). A l'inverse, pour le canton de Genève, le nombre de mises en chantier est orienté à la hausse pour la quatrième année consécutive. Il atteint son niveau le plus élevé avec 1 900 nouveaux logements, nettement au-dessus de la moyenne des dix dernières années, qui se situe à 1 400 logements mis en chantier par an.

Malgré le niveau élevé de logements mis en chantier, la tension sur le marché du logement se poursuit. Le taux de vacance des logements reste bas, comme depuis le début des années 2000, spécialement dans le canton de Genève (0,36 % en 2013).

Les ventes de logements neufs toujours à un niveau élevé en France

En 2012, les ventes de logements neufs dans le Genevois français restent à un niveau particulièrement élevé. Le nombre de réservations est de 2 900 unités, soit presque quatre fois plus qu'au lendemain de la signature des premiers accords bilatéraux en 2001.

Le nombre de ventes est cependant en baisse par rapport à l'année record de 2011. Ce repli s'explique en partie par une activité moins importante des investisseurs du fait d'une nouvelle réduction des avantages fiscaux du dispositif Scellier.

Le délai d'écoulement des logements neufs s'allonge sensiblement. Il faut 6,6 mois pour vendre un logement collectif dans la partie Ain du Genevois français et 8,1 mois dans la partie haut-savoyarde. En 2011, les délais pour ce type de logement étaient respectivement de 4,1 et 5,3 mois. Néanmoins, même si la hausse est moins importante que l'an dernier, les prix de ventes poursuivent leur progression pour atteindre un nouveau record. Globalement, les prix sont plus élevés pour la partie de l'Ain. Le prix au mètre carré y est de 4 400 euros au m² pour un logement individuel contre 3 740 euros au m² du côté haut-savoyard. Ces niveaux de prix sont nettement plus importants que ceux pratiqués dans l'ensemble de la région Rhône-Alpes (3 100 euros au m² pour un logement individuel) et des territoires voisins (Annecy, hors stations : 3 111 euros, Vallée de l'Arve, hors stations : 2 700 euros).

Un nombre de transactions immobilières bas à Genève, mais une valeur totale élevée

Durant l'année 2011, 1 728 transactions immobilières ont été enregistrées dans le canton de Genève, pour un montant total de 2,976 milliards de francs suisses (environ 2,2 milliards d'euros). Si le nombre de transactions est relativement bas en regard des chiffres de ces dernières années, leur valeur totale est particulièrement importante. Le prix médian d'une maison individuelle se fixe à

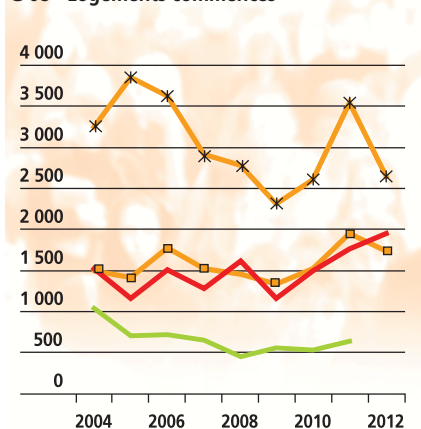
1,7 million de francs (1,3 million d'euros) ; entre 2000 et 2011, en francs constants, le prix médian des maisons individuelles vendues a été multiplié par 1,9, soit une progression de 5,9 % par année en moyenne. Le prix médian au m² des appartements atteint 8 272 francs (6 618 euros). Entre 2000 et 2011, en francs constants, le prix médian au m² des appartements a doublé. Cela représente une progression moyenne de 6,6 % par année.

Au vu des informations publiées dans le cadre de la statistique trimestrielle des transactions immobilières, le nombre de transactions devrait se replier en 2012.

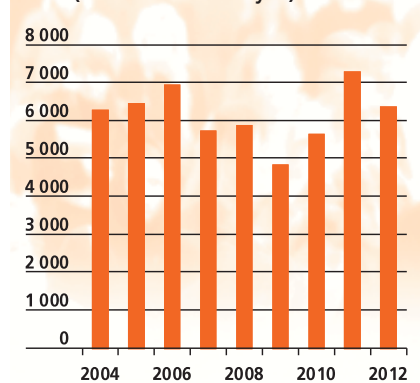
Un nombre de logements sociaux plus important, mais une demande toujours forte

Au 1^{er} janvier 2012, le parc de logements sociaux offerts à la location était de 20 600 unités dans le Genevois français, soit une progression de 6,9 % par rapport à l'an dernier. Pour autant, la demande de logements sociaux reste importante, avec un taux de vacance particulièrement faible.

G 08 - Logements commencés



G 09 - Logements commencés dans l'Espace transfrontalier genevois (sans le district de Nyon)



■ Genevois français partie 01 ■ Genève
✱ Genevois français partie 74 ■ Nyon

Dans le canton de Genève, le parc de logements subventionnés¹ continue de se réduire. En effet, le nombre de logements subventionnés construits ne compense pas ceux qui sortent du système. En 2012, le canton compte 19 100 logements subventionnés (19 200 en 2011).

En 2012, 540 nouveaux logements subventionnés ont été construits dans le canton de Genève, soit + 38 % par rapport à 2011. Cette forte augmentation est due en grande partie au rebond de la construction de logements neufs (+ 82 % par rapport à 2011). La part de logements subventionnés parmi l'ensemble des logements est en recul par rapport aux années précédentes : ils représentent 29 % des constructions, contre 39 % en 2011.

Les derniers chiffres disponibles pour le district de Nyon indiquent un nombre de logements subventionnés de 503, un chiffre inchangé par rapport à 2010.

¹ Logements subventionnés selon la loi cantonale sur le logement et la protection des locataires (LGL).

Chiffres clés

	Territoire franco-valdo-genevois					Espace transfrontalier genevois		
	Total	Ain	Haute-Savoie	Genève	Vaud	Total (1)	District de Nyon	ZE Genevois français
Population (début d'année)								
1999	2 158 400	515 500	632 000	403 000	607 900	767 500	69 000	295 500
2010	2 490 900	597 300	738 100	457 700	697 800	914 400	85 900	370 800
Evolution annuelle moyenne 1999-2010	1,3%	1,3%	1,4%	1,2%	1,3%	1,6%	2,0%	2,1%
Emploi (fin d'année)								
2008	1 097 600	210 300	291 300	273 500	322 500	n.d.	n.d.	95 400
2009	1 094 500	205 800	287 900	273 500	327 300	n.d.	n.d.	94 200
2010	1 110 800	210 300	292 800	276 300	331 400	n.d.	n.d.	96 500
Evolution 2009-2010	1,5%	2,2%	1,7%	1,0%	1,3%	n.d.	n.d.	2,4%
Taux de chômage (4^e trimestre)								
2010	n.d.	6,8%	7,3%	6,4%	4,8%	n.d.	4,0%	7,1%
2011	n.d.	6,8%	7,1%	5,3%	4,4%	n.d.	3,5%	7,0%
2012	n.d.	7,4%	7,8%	5,2%	4,8%	n.d.	4,1%	7,8%
Nombre de logements commencés								
2010	17 314	4 660	7 158	1 488	4 008	6 148	535	4 125
2011	19 952	5 633	8 293	1 767	4 259	7 900	642	5 491
2012	n.d.	4 770	5 884	1 943	n.d.	n.d.	n.d.	4 386

(1) L'Espace transfrontalier genevois est constitué du canton de Genève, du district de Nyon et de la zone d'emploi du Genevois français.

Source : Observatoire statistique transfrontalier

Liste et sources des graphiques

G 01 – Evolution de la population dans le Genevois français et la partie française du « Grand Genève », depuis 1962

Source : INSEE – Recensement de la population

G 02 – Evolution de la population en France et en Suisse

Sources : INSEE – Recensement de la population (F), OCSTAT – Statistique cantonale de la population (GE), Statistique-Vaud (VD)

G 03 – Destination des émigrés du canton de Genève

Source : OCSTAT – Statistique cantonale de la population

G 04 – Evolution de l'emploi

Sources : INSEE – estimations d'emploi (F), OFS – Statistique de l'emploi (CH)

G 05 – Evolution du nombre de frontaliers étrangers en activité en Suisse

Source : OFS – Statistique des frontaliers

G 06 – Taux de chômage, moyenne annuelle, en %

Sources : INSEE (F), SECO (CH)

G 07 – Evolution du nombre de chômeurs transfrontaliers indemnisés

Source : Pôle Emploi

G 08 – Logements commencés

Sources : DREAL Rhône-Alpes (F), OCSTAT – Statistique du parc immobilier (GE), OFS – Statistique des bâtiments et logements (VD)

G 09 – Logements commencés dans l'Espace transfrontalier genevois

Sources : DREAL Rhône-Alpes (F), OCSTAT – Statistique du parc immobilier (GE), OFS – Statistique des bâtiments et logements (VD)

Publications de l'Observatoire statistique transfrontalier

Fiches thématiques

Profil des actifs transfrontaliers de la zone d'emploi du Genevois français (Fiche 3-2013), OST, 2013

La Genève transfrontalière en comparaison européenne: résultats de l'Audit urbain 2007-2009 (Fiche 2-2013), OST, 2013

Précarité dans l'Espace transfrontalier genevois (Fiche 1-2013), OST, 2013

Projections démographiques 2011-2040 pour l'Espace transfrontalier genevois (Fiche 1-2012), OST, 2012

L'emploi dans les fonctions métropolitaines en Rhône-Alpes et en Suisse en 2008 (Fiche 12 2*), OST, 2011

L'espace urbain franco-valdo-genevois en comparaison européenne (Fiche 01**), OST, 2010

Migrations résidentielles de la Suisse vers Rhône-Alpes (Fiche 01*), OST, 2010

Dix ans de développement économique (Fiche 12*), OST, 2010

L'équipement hôtelier dans l'espace transfrontalier franco-valdo-genevois (Fiche 12"), OST, 2009

Projections démographiques transfrontalières 2005-2030 (Fiche 01"), OST, 2009

L'équipement commercial de l'espace transfrontalier franco-valdo-genevois (Fiche 12'), OST, 2008

L'espace transfrontalier du Genevois dans un contexte européen (Fiche 9"), OST/OCSTAT, 2008

Le prix des logements dans l'agglomération franco-valdo-genevoise (Fiche 8'), OST, 2007

Prix des appartements : forte hausse du côté français de l'agglomération transfrontalière de Genève, La Lettre Analyses n° 68, INSEE, 2007

Démographie et mouvements de population (Fiche 01'), OST, 2006

Logement (Fiche 06'), OST, 2006

Agglomération transfrontalière franco-valdo-genevoise : autour de 900 000 habitants en 2025, La Lettre Analyses n° 48, INSEE, 2005

Liste complète sur www.statregio-francosuisse.net

Synthèses annuelles

2002 à 2013

Cette Synthèse 2013 a été réalisée avec la collaboration des institutions ou services suivants :

Office fédéral de la statistique (OFS)

Statistique Vaud (STATVD)

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement de Rhône-Alpes (DREAL)

Directions Départementales des Territoires de l'Ain et de la Haute-Savoie (DDT)

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi de Rhône-Alpes (DIRECCTE)

Unités territoriales de la DIRECCTE des départements de l'Ain et
de la Haute-Savoie

Direction des Statistiques, Enquêtes et Prévisions du Pôle Emploi

Caisses des allocations familiales (Cnaf et Caf).

Créé à l'initiative du Comité régional franco-genevois, l'Observatoire statistique transfrontalier, qui couvre les départements français de l'Ain et de la Haute-Savoie, et les cantons suisses de Genève et de Vaud, est mis en œuvre par les institutions statistiques territorialement concernées : l'Office cantonal de la statistique du canton de Genève (OCSTAT) et l'INSEE Rhône-Alpes. Statistique Vaud (STATVD) met à disposition ses données.

Institué en 2001 dans la perspective de l'entrée en vigueur des accords bilatéraux I afin d'en mesurer les effets, ceux-ci ne pouvant que grandir avec les étapes successives d'application, l'Observatoire répond aussi aux besoins d'information nécessaires à la description, à la compréhension et au pilotage d'une région frontalière en développement, dont l'Observatoire s'attache à fournir une vision homogène et circonstanciée, sans rupture aux frontières. L'observation se fait à deux échelles : d'une part, le Territoire franco-valdo-genevois (les quatre entités institutionnelles) et, d'autre part, l'Espace transfrontalier genevois, composé du canton de Genève, de la zone d'emploi du Genevois français et du district de Nyon, qui peut donc être situé dans son cadre de référence institutionnel.

Pour ce faire, l'Observatoire statistique transfrontalier utilise les données de la statistique publique, les associe et les valorise dans le respect des règles de la profession et, le cas échéant, met en œuvre des techniques statistiques complexes pour élaborer des informations très spécialisées.

Pour toute information

Institut national de la statistique et des études économiques

Direction régionale Rhône-Alpes

B.P. 3196 - 69401 Lyon Cedex 03

Téléphone : +33 09 72 72 4000

Messagerie : insee-contact@insee.fr

Internet : www.insee.fr/rhone-alpes

Office cantonal de la statistique (OCSTAT)

82, route des Acacias

Case postale 1735 - 1211 Genève 26

Téléphone : +41 22 388 75 00

Télécopie : +41 22 388 75 10

Messagerie : statistique@etat.ge.ch

Internet : www.ge.ch/statistique



• Responsable de la publication : Roland Riestchin, directeur de l'OCSTAT	• Edition octobre 2013
• Tirage : 1 000 exemplaires	• Impression : Atar Roto Presse, Genève
• Données de références 2008/12	• Graphisme : OCSTAT
• ISBN: 978 2 11 129928-3	• Code Sage - OBSTS2328

• COMMANDES	INSEE Rhône-Alpes	OCSTAT-Genève
• Publication	Prix: 15.-€	Prix: 25.- CHF
Copyright INSEE - OCSTAT		